INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 16 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont clôturé la séance dans le rouge ce mercredi, contrairement à hier où ils avaient terminé en légère hausse. L’indice CAC 40 a régressé de 0,52% à 6 607,27 points tandis que l’EuroStoxx50 a perdu 0,82% à 3 883,15 points. Aux Etats-Unis, les bourses américaines sont aussi dans le rouge. Vers 17h30, le Dow Jones cède 0,17% et le Nasdaq Composite perd 1,35%. Les résultats décevants et l'avertissement du distributeur Target ont pesé sur la tendance à Wall Street.
* Les marchés actions américains avaient terminé hier la séance dans le vert après l'annonce d'une hausse plus faible que prévu des prix à la production en octobre, signe d'un apaisement de l'inflation.
* Aujourd'hui, les statistiques ont donné une image contrastée de l'économie américaine.
* Les ventes de détail pour le mois d'octobre ont ainsi dépassé les attentes de marché, en croissance de 1,3% en comparaison du mois antérieur contre +1% de consensus. La production industrielle a elle régressé de 0,1% en octobre alors qu'elle était anticipée en progression de 0,2%.
* En Europe, l'inflation a accéléré plus que prévu en octobre au Royaume-Uni, selon les données de l'Office national de la statistique. Les prix ont bondi de 11,1% en rythme annuel alors qu'ils avaient progressé de 10,1% en septembre, soit le taux le plus haut depuis 1981. Selon l'institut statistique, les prix du gaz ont grimpé de près de 130 % au cours de l'année écoulée, l'électricité s'est envolée de 66 %.
* Après les chiffres de l'inflation, les britanniques seront attentifs à la déclaration de leur ministre des finances Jérémy Hunt qui dévoilera demain le détail du plan budgétaire du pays. Il a d'ores et déjà annoncé que des décisions très difficiles allaient être prises. Une hausse des impôts est notamment attendue en raison de l'inflation.
* Les investisseurs restent vigilants sur le marché suite au regain de tensions géopolitiques. Hier, l'explosion d'un missile dans un village en Pologne qui a fait deux morts ravive les craintes d'extension du conflit entre la Russie et l'Ukraine.
* En fin d'après-midi, le dollar perd 0,19% à 84,15 pence. Les cambistes ont pris connaissance ce matin d'une inflation au plus haut depuis 41 ans en octobre au Royaume-Uni. Les prix à la consommation ont bondi de 11,1% en rythme annuel le mois dernier alors qu’ils avaient progressé de 10,1% en septembre. Ils étaient attendus en hausse de 10,7%, selon le consensus Reuters. L'énergie et l'alimentation ont en particulier contribué à l'accélération de la croissance.

" Dans l'ensemble, les dernières données maintiennent la pression sur la Banque d'Angleterre pour qu'elle continue à resserrer sa politique, même si nous croyons toujours que le nombre de hausses de taux ne sera pas à la hauteur des attentes des acteurs du marché ", explique MUFG. Ces derniers anticipent actuellement un taux terminal d'un peu plus de 4,5% en 2023.

* L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé que les stocks de pétrole brut avaient reculé de 5,4 millions de barils à 435,4 millions, la semaine dernière. Les spécialistes prévoyaient en moyenne un recul de 440 000 barils. Les stocks d'essence ont, pour leur part, augmenté 2,2 millions de barils, tandis que ceux des produits distillés, dont le fioul domestique, ont progressé de 1,1 million de barils. Le consensus anticipait respectivement une augmentation de 310 000 barils et un recul de 551 000 barils.

Sur le marché pétrole, le cours du baril de WTI perd environ 2% à 85,20 dollars.

* La production industrielle a reculé de 0,1% en octobre aux Etats-Unis après une hausse de 0,1% en septembre, chiffre révisé de +0,4%. Elle était anticipée en progression de 0,2%. Le taux d’occupation des capacités de productions est lui passé de 80,1%, chiffre révisé de 80,3%, à 79,9%. Il était attendu à 80,4%.
* Le nombre de défaillances d'entreprises a continué d'augmenter en octobre en France, mais reste à un niveau largement inférieur à celui constaté avant la pandémie de Covid-19, selon les données publiées mercredi par la Banque de France. Entre novembre 2021 et octobre 2022, le nombre total de défaillances s'est établi à 38.525, en progression de 41,4 % par rapport aux chiffres enregistrés un an plus tôt.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Alstom a fini à la première place de l'indice Cac 40 après avoir publié des résultats semestriels solides. Quant au titre de Somfy, il a carrément bondi de 22% occupant de loin la tête au SBF 120.
* Alstom (+7,16% à 25,59 euros) s’est octroyé la première place de l’indice CAC 40, le constructeur ferroviaire ayant présenté des résultats semestriels solides et précisé ses objectifs annuels. Au cours du premier semestre 2022/23, clos fin 30 septembre 2022, l'industriel français a pourtant enregistré une perte nette part du groupe de 21 millions d'euros au premier semestre contre 26 millions un an plus tôt. Pour autant, son résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 18% 397 millions d'euros, dépassant le consensus s’élevant à 387 millions d'euros.

Alstom affiche ainsi une marge de 4,9 % contre 4,5%, un an auparavant.

Dans le même temps, son chiffre d'affaires a progressé de 5% en organique à 8 milliards d'euros tandis que, sur le plan commercial, il a enregistré 10,1 milliards d'euros de commandes.

Le ratio " commandes sur chiffre d'affaires " s'établit ainsi à un solide niveau de 1,25.

Son carnet de commandes a atteint 85,9 milliards d'euros, offrant une forte visibilité sur les ventes futures.

* Plus forte baisse de l’indice SBF 120, Air France-KLM (-10,51% à 1,26 euro) a fléchi sous la pression d’une émission d’obligations convertibles dilutive et de la menace de grève du personnel naviguant pendant la période des fêtes. La compagnie aérienne a lancé une offre d’obligations subordonnées de dernier rang à durée indéterminée, convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables en actions existantes.

Elle représente un montant nominal d'environ 300 millions d'euros dans la limite d'un nombre maximum de 200 millions d'actions sous-jacentes par le biais d'un placement auprès d'investisseurs qualifiés.

CMA CGM a exprimé l'intention de participer au placement au prorata de sa participation actuelle de 9%.

" Cette opération marque une nouvelle étape dans les initiatives de la compagnie aérienne visant à accélérer le remboursement de l'aide de l'État français, à continuer de soutenir le renforcement des fonds propres, et à contribuer à optimiser les frais financiers ", a indiqué la compagnie aérienne. Son produit net du placement est en effet destiné à être affecté en intégralité au remboursement des titres super subordonnés détenus par l'Etat français, émis en avril 2021.

L'annonce de cette émission s'accompagne d'un préavis de grève pour la période des fêtes de fin d'année.

Les syndicats UNAC et SNGAF du personnel naviguant d'Air France ont déposé un préavis de grève pour la période du 22 décembre au 2 janvier. Ils dénoncent la non prolongation de l'Accord Collectif, qui régit aussi bien les conditions de carrière, de rémunération et de couverture sociale. " Les directions précédentes avaient eu l'intelligence et l'égard de proposer un avenant permettant simplement la prolongation de notre Accord Collectif le temps de la négociation, afin d'éviter de rompre le dialogue social ", soulignent les deux syndicats.

" Ce préavis doit servir d'avertissement à notre direction : les PNC ont besoin d'une protection contractuelle de leur métier, ce n'est pas négociable ! " ajoutent-il dans leur tract.

* Metrolinx, l’autorité responsable des transports de la région du grand Toronto (Ontario, Canada) a retenu Vinci Construction Grands Projets (50 %) en groupement avec Ferrovial (50 %), pour réaliser en conception-construction-financement une section significative du nouveau métro Ontario Line à Toronto. Cette ligne, d'une longueur totale de 15,6 km, reliera le Centre des sciences au Parc des expositions.

Le contrat, d'une valeur de 6 milliards de dollars canadiens (4,4 milliards d'euros), porte sur le financement, la conception et la construction du génie civil – hors équipements ferroviaires – d'un tunnel bitube de 2 x 6 km, et la réalisation tous corps d'état de 7 nouvelles stations. Le financement, pour partie mobilisé par le constructeur, comprend une facilité bancaire mobilisant un pool international de onze banques, dont trois canadiennes. La durée prévue des travaux est de 89 mois, pour une réception de l'ouvrage en 2030.

Ontario Line est un projet d'infrastructure majeur pour réduire la congestion, les temps de trajet et soutenir le développement durable dans la ville de Toronto. 227 000 habitants se retrouveront à proximité du métro, qui accueillera 388 000 usagers quotidiens en 2041. La nouvelle ligne contribuera également à diminuer sensiblement le trafic routier et les émissions de gaz à effet de serre associées, avec 28 000 véhicules évités chaque jour.

Acteur de référence pour la réalisation d'infrastructures de mobilité en Amérique du Nord, Vinci Construction confirme son ancrage au Canada. Ce nouveau projet majeur consacre l'expertise de l'entreprise en matière de mobilité urbaine, laquelle est déjà à l’œuvre sur le contrat de conception-construction- financement en cours à Ottawa, pour l'extension de la ligne de la Confédération, couvrant 27,5 km de voies nouvelles, 16 gares et les ouvrages associés.

* Moins de deux mois après avoir fait ses premiers pas en Bourse, Technicolor Creative Studios, société issue de la scission de Technicolor, s’est effondrée de 68,59% à 0,49 euro. Le prix de référence technique pour l'action lors de son introduction en Bourse s’élevait à 1,9539 euro par action. Le groupe spécialisé dans les effets spéciaux a lancé hier soir un avertissement sur ses résultats 2022, réduisant de 50% ses prévisions.

Vantiva, qui regroupe le reste des activités de Technicolor, soit la maison connectée et la réplication de DVD, et possède 35% du capital de Technicolor Creative Studios, chute de 35,58% à 0,3952 euro.

Le groupe spécialisé dans les effets spéciaux pour le cinéma, la publicité, l'animation et les jeux vidéo a lancé hier soir un avertissement sur ses résultats 2022, réduisant de 50% ses prévisions.

Technicolor Creative Studios a mis en cause " un niveau d'attrition sans précédent en matière d'employés ", en particulier senior. Pour 2022, ses estimations d'Ebitda ajusté après loyers sont revues à la baisse de 120-130 millions d'euros précédemment à 45-65 millions d'euros aux taux budget ou 50-70 millions d'euros aux taux réel.

Selon une estimation préliminaire pour 2023, l'Ebitda ajusté après loyers est attendu stable ou en légère hausse par rapport à l'atterrissage prévu en 2022, comparé à 140-160 millions d'euros estimés précédemment.

Le spécialiste des effets visuels explique que les améliorations attendues en matière de recrutement, d'attrition et d'efficacité ne se concrétisent pas au rythme prévu, ne lui permettant pas de délivrer dans les délais ou aux coûts initialement anticipés.

Récemment, beaucoup de ventes à marge élevée n'ont ainsi pas pu être réalisées chez The Mill (Publicité), en raison d'un manque de ressources en équipes " senior ". Certains projets majeurs chez MPC (Effets visuels Films & Séries) sont affectés par une baisse d'efficacité de la production, entraînant des retards de livraison, des dépenses supplémentaires et une baisse des marges.

En plus des nombreuses actions déjà mises en place depuis l'été, le groupe travaille activement à un programme de transformation plus large englobant le recrutement de plusieurs nouveaux employés seniors clefs, associé à une optimisation supplémentaire des processus et des paramètres de suivi, et au transfert d'un plus grand volume de production vers l'Inde.

* Lexibook, fabricant de produits électroniques de loisirs, a dévoilé une forte progression de son activité au deuxième trimestre 2022, enregistrant un 14ème trimestre consécutif de croissance de son activité. Celle-ci s'élève à 36,4% à 13,4 millions d'euros. Son chiffre d'affaires sur la période allant du 1er juillet au 30 septembre s'est monté à 6,93 millions d'euros, contre 5,08 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent.

La consommation sur les produits du groupe poursuit sa progression sur la quasi-totalité des segments, en particulier sur les jouets électroniques, les jouets musicaux et l'horlogerie.

Les tensions sur les approvisionnements de composants et sur le fret ont été gérées par des achats anticipés et suffisants pour atteindre les objectifs fixés. En contrepartie d'un niveau de stocks temporairement plus élevé que sur les exercices précédents, le groupe assure ainsi les livraisons des commandes de ses clients dans des conditions satisfaisantes. Cette logistique a permis à nouveau de réussir les implantations dans les linéaires, élément fondamental pour optimiser la saison de Noël.

Le troisième trimestre 2022-23, qui était déjà en hausse de 58,8% en 2021-22, est attendu en légère croissance, et laisse augurer un chiffre d'affaires record au 31 décembre 2022.

Au global l'activité sur l'exercice fiscal 2022-23 est attendue "à un niveau inégalé jusqu'ici".

**ANALYSE**

Ah, souvenons-nous des heures de débats télévisés et des milliers de pages Web consacrées au « monde d'après » ! C'était pendant le pic de la crise du Covid (les confinements) et chacun y allait de ses vœux et de ses pronostics plus ou moins farfelus. Plus rien ne serait comme avant. L'ironie de l'histoire est qu'effectivement, le monde d'aujourd'hui ne ressemble pas au monde d'hier, mais parfois à celui… d'avant-hier.

Voici cinq retours en arrière auxquels on ne s'attendait pas.

**1- L'énergie.** Qui aurait imaginé que nous pourrions manquer de gaz et d'électricité pour passer l'hiver ? Personne, assurément. Un parfum d'années 1950 plane sur la France, avec des conseils pour ne pas se chauffer à plus de 19°, des mécanismes pour nous avertir de possibles coupures (Ecowatt) et des applaudissements requis quand la consommation d'énergie baisse (-15 % depuis le 1er août, voir ci-dessous).

**2- La voiture.** Qui aurait imaginé qu'il faille attendre, en 2022, entre six mois et un an entre la commande d'une voiture neuve et sa livraison ? Ce sont des souvenirs d'il y a cinquante ans qui remontent pour la France, ou ceux du bloc soviétique… De leur côté, les prix des véhicules d'occasion sont montés en flèche, et ceux du neuf excluent hélas les classes populaires et moyennes.

**3- L'inflation.** Elle devait être temporaire, nous avaient promis les banques centrales et beaucoup d'économistes. En réalité, elle s'est diffusée durablement dans l'ensemble de l'économie à un rythme d'environ 6-7 % (inférieur à ce qui se passe chez nos voisins, mais la baisse des ristournes sur le carburant et du bouclier tarifaire va la faire bondir). Logiquement, la hausse des salaires va l'entretenir.

**4- La consommation.** On connaissait le tri sélectif et le compost, voilà le retour des consignes, l'encouragement aux achats de seconde main et le gouvernement qui met en place une aide à la réparation des objets ménagers (est-ce vraiment le rôle de l'Etat ?) : qui aurait prévu cela il y a dix ans et aurait parié que ce serait considéré comme l'attitude la plus vertueuse ? Pas grand monde en fait.

**5- Les villes.** Là, ce n'est pas du tout le retour aux années 1970 qui est en route : la disparition programmée dans les centres-villes des voitures quelles qu'elles soient renvoie à l'avant-ère automobile, il y a fort longtemps ! L'encouragement au vélo (22.000 km de pistes cyclables depuis 2017, selon Emmanuel Macron), au tramway, au métro, au train nous fait changer d'époque assurément.

**Trois hypothèses**

Trois lectures de ces (r)évolutions sont possibles. La première : nous sommes davantage prêts que nous le pensons nous-mêmes à une forme de décroissance de fait puisque nous ne nous révoltons guère contre ces retours vers le futur. La deuxième : nous faisons contre mauvaise fortune bon cœur, au nom de causes supérieures (priver la Russie de ressources pour soutenir l'Ukraine, la lutte contre le réchauffement climatique).

La troisième, la plus sérieuse : il faut faire le tri dans ces contraintes, certains n'ayant aucune raison d'être supportées durablement (les risques de pénuries d'énergie, l'indisponibilité des biens indispensables), d'autres devant être acceptées pour longtemps (la consommation d'objets et de services dont la production ou l'usage consomme du carbone, tant que les solutions technologiques ne sont pas au point).

Ce mercredi, Elisabeth Borne, lors du débat sur la politique énergétique de la France avec les députés, a promis que la transition permettra de « vivre mieux ». A voir… Disons plutôt qu'elle est d'abord inévitable. Barack Obama, à qui la question était un jour posée de savoir si « c'était mieux avant » avait fort bien répondu : « Ceux qui répondent oui à cette question doivent me dire où et quand c'était mieux avant ! »

**L’AGENDA DU 17 novembre 2022**

**11h00 zone euro**
Inflation en octobre

**14h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions hebdomadaires au chômage
Permis de construire et mises en chantier en octobre
Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en novembre

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de gaz